

Cap sur l'adéquation formation-emploi



Selon les experts de la BAD, l'inadéquation structurelle entre formation et emploi explique une part importante du chômage des jeunes.

Le Maroc et la Banque africaine de développement négocient un nouveau prêt. Portant sur une somme d'environ 115 millions d'euros, il est destiné à financer la deuxième phase du Programme d'appui à l'adéquation formation-emploi.

Le gouvernement et la Banque africaine de développement (BAD) négocient un nouveau prêt. Portant sur une somme d'environ 115 millions d'euros, ce prêt est destiné à financer la deuxième phase du Programme d'appui à l'adéquation formation-emploi. Selon nos informations, il doit être accordé au courant de 2017, vers le mois de mai. Le Programme d'appui à l'adéquation formation-emploi est un projet initié en 2012 entre les pouvoirs publics et plusieurs bailleurs de fonds internationaux, dont la BAD. Il vise à soutenir les réformes du système éducatif et de formation professionnelle marocains, en vue d'optimiser l'employabilité des jeunes et l'adéquation des offres de formation avec le marché de l'emploi.

Rappelons que pour la première phase de ce programme, la BAD avait en juillet 2013 accordé 116 millions d'euros en faveur du Maroc. Cette première phase du programme devait directement bénéficier à 880.000 élèves de l'enseignement secondaire qualifiant, 510.000 étudiants, 370.000 stagiaires des filières de formation professionnelle, à 30.000 chômeurs sans qualification, ainsi qu'aux entreprises des branches professionnelles ciblées.

En effet, le Programme d'appui à l'adéquation formation-emploi a pour objectif d'améliorer l'employabilité aussi bien des diplômés de l'enseignement supérieur, de l'enseignement technique que des lauréats de la formation professionnelle. L'enjeu principal de ce programme est de faire de l'employabilité des jeunes une préoccupation fondamentale du système éducatif. Il vise également à contribuer à limiter l'incidence négative de la gestion fragmentée du secteur en instaurant un mécanisme de coordination et en améliorant la gouvernance sectorielle. Parmi les actions déjà identifiées lors de la première phase du programme, accroître l'implication du secteur privé

dans les dispositifs d'enseignement et de formation ainsi que la diversification et la professionnalisation des cursus scolaires et de formation. Pour financer la deuxième phase du programme et convenir avec le gouvernement des nouveaux objectifs, la BAD prévoit notamment des rencontres avec les divers acteurs allant des autorités aux étudiants en passant par la société civile, les employeurs et les partenaires techniques et financiers qui soutiennent le secteur. Le programme prévoit globalement la réduction du taux de chômage à 8% à l'horizon 2020.

Les experts de la BAD estiment, selon une analyse faite en 2013, que l'inadéquation structurelle entre formation et emploi explique une part importante du chômage des jeunes. Au plan qualitatif, les élèves marocains obtiennent des scores relativement faibles aux tests internationaux sur les mathématiques et les sciences (l'indicateur synthétique d'efficacité qualitative pour le primaire est de 18,4 contre 27,6 pour le groupe de pays comparatifs) et la qualité de la formation ne répond pas toujours à la demande du marché du travail.

Au plan quantitatif, le système ne délivre pas en quantité suffisante les qualifications intermédiaires dont le pays a besoin pour impulser son économie. La poursuite de la dynamique d'expansion du système éducatif fera augmenter de 60% le nombre d'étudiants à l'horizon 2020 et accroîtra davantage les difficultés d'insertion des diplômés. Les lauréats de la formation professionnelle ont également de sérieuses difficultés d'insertion, avec un taux de chômage de 24%. La situation paraît néanmoins relativement meilleure pour les lauréats de niveaux techniciens et techniciens spécialisés. Les lauréats en gestion, agriculture, artisanat et textile-cuir s'insèrent moins bien. En outre, la question des outils de pilotage de la relation formation-emploi et celle des outils de prospective métiers/compétences restent posées.

Le Maroc compte ainsi poursuivre les efforts et agir sur plusieurs leviers en relation avec le système d'enseignement et de la formation afin d'améliorer l'employabilité et l'insertion des jeunes dans le tissu économique national. ■ **Moncef Ben Hayoun**

Le Programme a pour objectif d'améliorer l'employabilité aussi bien des diplômés de l'enseignement supérieur, de l'enseignement technique que des lauréats de la formation professionnelle.